

LES RÉSEAUX D'INGÉRENCE ÉTATS-UNIENS (SUITE)

Freedom House : quand la liberté n'est qu'un slogan



Officine de propagande créée par Roosevelt pour préparer son opinion publique à la guerre, la Freedom House (Maison de la liberté) a rempli pour stigmatiser le camp soviétique pendant la Guerre froide. Elle employait à l'époque des intellectuels occidentaux, dont deux Français. Aujourd'hui encore, c'est elle qui organise les campagnes médias internationales pour la liberté religieuse en Chine ou pour la paix en Tchétchénie. Freedom House est désormais présidée par James Woolsey, l'ancien patron de la CIA.

page 2

La « démocratie » états-unienne, cartes sur table

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

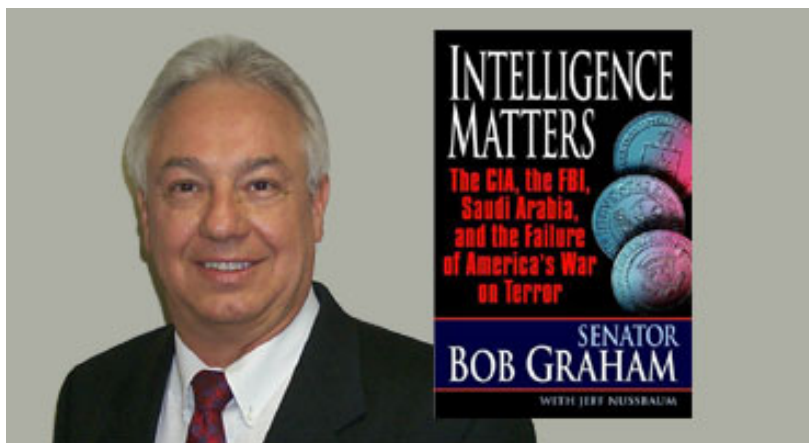
Au-delà du jeu des chaises musicales, les deux courants du parti unique au pouvoir aux États-Unis s'accordent à merveille pour museler ou neutraliser leurs opposants. Dans le *Washington Post*, un Ralph Nader inquiet dévoile les méthodes sournoises et anti-constitutionnelles de cette coalition, avant de brandir la menace du recours légal contre Kerry, car il n'a plus le choix.

page 8

REPÈRE : 8 SEPTEMBRE 1713

L'Église catholique interdit le jansénisme

Le 8 septembre 1713, la bulle *Unigenitus* du Pape Clément IX condamne la doctrine janséniste et met fin provisoirement à une polémique politico-sociale qui déchire la société européenne depuis un siècle. Les disciples de Jansénius, évêque d'Ypres en 1642, estiment que le salut relève de l'unique décision de Dieu et qu'il faut donc une grande intransigeance et une grande rigueur de vie pour l'obtenir. Ils étendent cette rigueur à la vie politique et condamnent la perversion et les fastes de la cour - réclamant un roi-président « élu par des Justes ». Les Jésuites, de leur côté, laissent une place plus grande à la liberté humaine ce qui leur vaut d'être accusés de laxisme par les Rigoristes. La polémique, d'une rare violence, se développe notamment avec la publication des *Provinciales* de Pascal, critique de la morale jésuite. Louis XIV voit alors dans le Jansénisme une menace pour l'unité de l'État. En 1709, il fait raser l'abbaye de Port-Royal, haut lieu de la « secte » et emprisonner les jansénistes les plus critiques. Mais, malgré la répression, la doctrine survivra et influencera notamment les révolutionnaires de 1789. ■



UN NOUVEAU LIVRE CONTRE L'ARABIE SAOUDITE

Le livre du sénateur Bob Graham, *Intelligence Matters*, paru aujourd'hui, accuse le président George W. Bush de couvrir la responsabilité de l'Arabie saoudite dans les attentats du 11 septembre. Le démocrate Graham co-présidait avec le républicain Goss la Commission d'enquête parlementaire sur les activités des services de renseignement pour prévenir les attentats du 11 septembre et enquêter sur leurs auteurs. Le rapport qu'ils avaient rendu en décembre 2002 avait été largement censuré par la Maison-Blanche, notamment un chapitre de 27 pages. Vingt mois, une campagne électorale et une promotion en librairie plus tard, le sénateur accuse un certain Omar al-Bayoumi d'avoir aidé les terroristes. Selon les autres membres de la Commission, les allégations du sénateur ont été taillées en pièces lors des auditions à huis clos et M. Bayoumi a été innocenté. Peu importe donc la vérité pourvu que l'on prépare l'opinion publique à une ingérence en Arabie saoudite. ■

Les réseaux d'ingérence états-uniens (suite)

Freedom House : quand la liberté n'est qu'un slogan

Officine de propagande créée par Roosevelt pour préparer son opinion publique à la guerre, la Freedom House (Maison de la liberté) a rempli pour stigmatiser le camp soviétique pendant la Guerre froide. Elle employait à l'époque des intellectuels occidentaux, dont deux Français. Aujourd'hui encore, c'est elle qui organise les campagnes médias internationales pour la liberté religieuse en Chine ou pour la paix en Tchétchénie. Freedom House est désormais présidée par James Woolsey, l'ancien patron de la CIA.



La carte de la liberté 2002 selon Freedom House

Les États déclarés « non libres » ne sont pas éligibles à l'aide et à la coopération des États-Unis.

En 1941, plusieurs associations se constituèrent aux États-Unis pour combattre l'isolationnisme et au neutralisme et pousser à une intervention dans la Seconde Guerre mondiale, notamment le Cercle de la liberté (Ring of Freedom), Combat pour la liberté (Fight for Freedom), et le Comité pour défendre l'Amérique en aidant les Alliés (Committee to Defend America by Aiding the Allies). Peu avant l'attaque de Pearl Harbor, ces différentes associations se solidariserent et, avec l'aide discrète de la Maison-Blanche, se dotèrent d'un siège commun à New York, la Maison de la liberté (Freedom House).

Sous la direction de George Field, Freedom House participa à des centaines d'émissions de radio tout au long de la guerre, publia des livrets et organisa des

expositions pour venir en aide aux exilés, pour faire avancer l'intégration raciale dans les forces armées, pour la reconnaissance de la France libre, et pour la création de l'ONU. Mais l'association ne se limita pas à des campagnes destinées à susciter un soutien de l'opinion publique à la guerre, elle organisa aussi la mobilisation industrielle à travers un bureau spécialisé à destination du patronat et des syndicats. Dès 1943, Freedom House institua un prix annuel de la liberté [1], dont le premier lauréat fut Walter Lippman, le fondateur des organes de propagande d'État vingt ans plus tôt.

Rapidement, Franklin D. Roosevelt réussit à convaincre son rival malheureux à l'élection présidentielle, le républicain Wendel Wilkie, de devenir son émissaire spécial dans le monde pour élargir l'Alliance. Naturellement, Wendel Wilkie et madame Eleanor Roosevelt devinrent les porte-parole de Freedom House, même si dans la pratique Wilkie ne participa qu'à une seule réunion du Conseil d'administration avant sa mort, survenue en 1944.



En octobre 1945, Freedom House donna naissance à une vaste maison des associations dans la 40e rue, dénommée Wilkie Memorial Building. Elle offrit ainsi des locaux gratuits pour l'Association pour l'avancement des personnes de couleur (National association for the Advancement of Colored People), l'Anti-Defamation League, le Conseil du B'nai B'rith, le Fonds d'aide aux étudiants du monde (World Student Service Fund) etc. Aussi, à la fin de la guerre, Freedom House ne fut pas dissoute, mais soutint les nouveaux combats de la Maison-Blanche. L'association fit campagne pour le Plan Marshall et l'OTAN, pour la décolonisation des empires français et anglais et contre le communisme. Plus que tout autre, elle développa le slogan des États-Unis-pays-de-la-liberté. C'est dans les locaux de la Maison de la liberté qu'en 1949 fut lancé le Congrès pour la liberté de la Culture, [2] une vaste opération de manipulation des intellectuels ouest-européens par la CIA.

La liberté au service de l'atlantisme

À la fin des années 60, George Field [3] se retira au profit de Leonard R. Sussman qui eut la lourde tâche de défendre l'intervention US au Vietnam. Puis ce furent R. Bruce McCollm (1988-93), Adrian Karatnycky (1993-97), Jim Denton [4] et Jennifer Windsor [5].

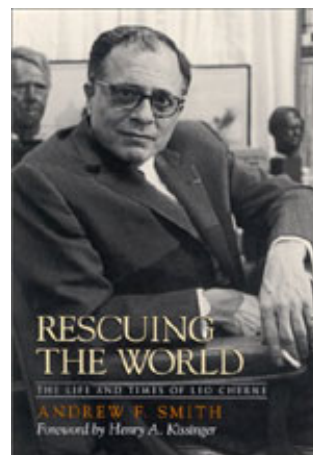
En 1982, lorsque le président Ronald Reagan [6] crée la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy) [7] pour prendre le relais, sous une forme présentable, de certaines actions secrètes de la CIA, Freedom House est intégrée dans le nouveau dispositif. C'est aussi le moment où Paul Wolfowitz [8] et ses amis néo-conservateurs font entrer en nombre les militants trotskistes de Social Democrats, USA dans ces divers organismes. La NED subventionne Freedom House, qui co-finance à son tour des programmes sélectionnés par la NED, diluant ainsi la visibilité de l'intervention US.

En janvier 1983, lors de l'affaire Iran-Contra, Ronald Reagan réorganisa tout le

système de « diplomatie publique » [9] des États-Unis [10] dirigé au Conseil de sécurité nationale par Walter Raymond [11]. Celui-ci mit sur pied un comité de supervision où il intégra pour représenter la Freedom House Leonard R. Sussman et le spécialiste de guerre psychologique Leo Cherne. Le secrétariat de l'opération est assuré par Otto Reich [12], qui débute ainsi sa carrière.

En 1986, Freedom House récupère l'ancien rédacteur en chef des publications du Congrès pour la liberté de la Culture, Melvin Lasky. Il met en place à Londres une officine de diffusion d'articles de commande dans la presse internationale. Comme la revue

Encounter, qu'il dirigea jadis, le programme Exchange est financé par la CIA.



Leo Cherne en couverture de sa biographie *Sauver le monde*, préfacée par son ami Henry A. Kissinger.



André Glucksmann

Il emploie ainsi Vladimir Bukovsky, Adam Michnik, André Glucksmann, Jean-François Revel, et quelques autres. Les articles sont repris au Royaume-Uni dans *The Daily Mail*, *The Daily Telegraph* et *The Times* ; en Jamaïque dans *The Daily Gleaner* ; et surtout aux États-Unis dans le *Wall Street Journal*.

C'est également en 1986 que la Freedom House a commencé son programme sur la liberté religieuse dans le monde. C'est cette initiative qui, reprise par le Congrès, a donné naissance en 1998 à la Commission consultative sur la liberté religieuse à l'étranger qui rend, elle aussi, un rapport annuel sur le même sujet [13].

En 1988, la Freedom House crée un Groupe de travail sur l'Amérique centrale dont le but est de diffuser de la documentation contre la révolution sandiniste. À cette occasion, les syndicalistes de l'AFL-CIO [14] sont intégrés au Conseil d'administration de la Freedom House [15] et l'institut spécialisé mis en place par le syndicat pour le compte de la CIA, l'AIFLD [16], est mis à contribution.

La liberté au service de l'Empire

Au cours des années 90, la Freedom House a élargi ses activités et, pour cela, a ouvert des bureaux en Algérie, en Hongrie, en Jordanie, au Kazakhstan, au Kirghizstan, au Mexique, en Ouzbékistan, en Pologne, en Roumanie, en Serbie et en Ukraine. L'association souhaitait ouvrir un bureau dans un État limitrophe du Nigeria, mais y a provisoirement renoncé.

Freedom House a lancé un programme de formation des dissidents d'Europe centrale et orientale aux droits de l'homme en collaboration avec l'Association des avocats américains qui a constitué pour la cause un bureau spécialisé dans l'ingérence [17] sur le modèle de ce qui existe déjà pour la participation des

syndicats et du patronat aux actions secrètes. L'association a bénéficié du



soutien de l'Institut démocrate pour les Affaires internationales (NDI) de Madeleine K. Albright, la section du Parti démocrate au sein de la NED/CIA. Le « RIGHTS Consortium » mobilise pour ses actions l'inévitable International Solidarity Center de l'AFL-CIO,

mais aussi l'Association internationale des magistrates (The International Association of Women Judges — IAWJ), le Centre international pour les journalistes (The International Center for Journalists — ICFJ), le Comité international de secours (The International Rescue Committee — IRC) [18], ainsi que femmes, droit et développement international (Women, Law and Development International — WLDI).

En 1999, Freedom House a créé le Comité américain pour la paix en Tchétchénie (The American Committee for Peace in Chechnya — ACPC). Il est dirigé par l'ancien conseiller de sécurité nationale Zbigniew Brzezinski, l'ancien secrétaire d'État Alexander Haig et l'ancien représentant Stephen J. Solarz. Lorsqu'elles étaient aux affaires, ces trois personnalités avaient mis en place le jihad contre les Soviétiques en Afghanistan. Elles ont maintenu leur soutien à Ben Laden par la suite pour orienter le jihad d'abord vers la Bosnie-Herzégovine contre le pouvoir communiste de Belgrade, puis la Tchétchénie pour favoriser l'éclatement de la Fédération de Russie et le contrôle des hydrocarbures du Caucase.

En 2002, la Freedom House a créé en Hongrie, avec le soutien de l'USAID, un service web pour les ONG d'Europe centrale et orientale avec lesquelles elle travaille : ngonet.org.

Plus récemment, c'est la Freedom House qui a conduit la campagne de réhabilitation du parti d'extrême droite ARENA, qui participa à la Ligue anti-communiste mondiale [19] et se rendit responsable de très nombreuses exécutions extra-judiciaires au Salvador. Des efforts couronnés de succès puisqu'Antonio Saca est devenu président du pays [20].

Enfin, le président George W. Bush a chargé la Freedom House de présenter un rapport annuel sur les libertés publiques et les droits politiques dans le monde à partir duquel les Etats-Unis décideront d'accorder ou de refuser une aide au développement dans le cadre de la Millenium Challenge Corporation [21].

Au cours des dernières années, Freedom House était présidée par le représentant démocrate du Nouveau Mexique, Bill Richardson. Personnage affable, spécialiste de la diplomatie parallèle, il a été nommé quatre fois (en vain) pour le prix Nobel de la Paix. Il cumulait ses fonctions avec celles de vice-président de l'Institut démocrate pour les Affaires internationales (NDI), aux côtés de Madeleine K. Albright. Mais Richardson a démissionné à la suite de son élection comme gouverneur du Nouveau Mexique et parce qu'il espérait être le colistier de John Kerry (il aura quand même présidé la Convention

d'investissement démocrate). James Woolsey, l'ancien patron de la CIA et inventeur du Congrès national irakien, lui a succédé. Le Conseil d'administration de l'association est un bottin du renseignement. Outre les personnalités déjà citées, on y trouve J. Brian Atwood (ancien président du NDI et ancien coordinateur de l'aide humanitaire US) ; l'ambassadeur Thomas S. Foley (président de la Commission trilatérale, ancien président du Conseil présidentiel consultatif du



James Woolsey

renseignement), Malcolm Forbes (*Forbes Magazine*), Theodore Forstmann (président d'Empower America) ; Samuel Huntington (le théoricien du clash des civilisations) [22] ; l'ambassadrice Jeane Kirkpatrick (actuelle ambassadrice aux Nations Unies à Genève, membre du Comité consultatif de défense du Pentagone) ; Diana Villiers (épouse de l'ambassadeur John Negroponte) [23] ; et l'ambassadeur Mark Palmer (fondateur du consortium CME qui rachète ou installe des médias audiovisuels dans toute l'Europe orientale). Le budget de fonctionnement, en 2002, était d'environ 14 millions de dollars.

[1] Le prix fut interrompu entre 1977 et 1991. Parmi les lauréats, on relève George C. Marshall et Lucius Clay, Winston Churchill, Paul-Henri Spaak, Willy Brandt ou Jean Monnet.

[2] « [Quand la CIA finançait les intellectuels européens](#) » par Denis Boneau, *Voltaire*, 27 novembre 2003.

[3] George Field vécu difficilement sa mise à la retraite et engagea diverses polémiques avec son successeur, avant de démissionner de la Freedom House.

[4] En 1997, Freedom House a absorbé certains programmes de la fondation de l'amiral Jeremiah A. Denton.

[5] Sussman, Karatnycky et Windsor, qui sont des républicains convaincus, militent par ailleurs au sein du Projet pour un nouveau siècle américain (Projet for a New American Century), le staff électoral créé pour George W. Bush au sein de l'[Institut américain de l'entreprise](#) (American Enterprise Institute).

[6] « [Ronald Reagan contre l'Empire du Mal](#) », *Voltaire*, 7 juin 2004.

[7] « [La nébuleuse de l'ingérence démocratique](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[8] Paul Wolfowitz est lui-même trotskiste.

[9] « Diplomatie publique » est le terme politiquement correct pour « propagande ».

[10] Voir [Directive présidentielle 77](#).

[11] *George Bush : The Unauthorized Biography* par Webster G. Tarpley et Anton Chaitkin, chapitre 18. [Livre intégralement disponible sur le web](#).

[12] « [Otto Reich et la contre-révolution](#) », par Paul Labarique et Arthur Lepic *Voltaire*, 14 mai 2004.

[13] Freedom House mène actuellement campagne sur ce thème contre la Chine, Cuba, l'Égypte, l'Iran, le Nigeria, les Philippines, le Soudan et le Vietnam.

[14] « **AFL-CIO ou AFL-CIA ?** » par Paul Labarique, *Voltaire*, 2 juin 2004.

[15] C'est par exemple le cas d'Albert Shanker, William Doherty, Sol C. Chaikin et Norman Hill.

[16] « **962-1979 : l'AFL-CIO et la contre-insurrection syndicale** », *Voltaire*, 11 juin 2004.

[17] The American Bar Association's Central and East European Initiative (ABA/CEELI).

[18] L'IRC a longtemps été dirigé par le spécialiste de la guerre psychologique Leo Cherne, administrateur de Freedom House. *Rescuing the World, the life and time of Leo Cherne* par Andrew S. Smith, préface d'Henry A. Kissinger, State University of New York Press, 2002.

[19] « **La Ligue anti-communiste mondiale : une internationale du crime** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 12 mai 2004.

[20] « **L'extrême droite au pouvoir au Salvador** » par Edgar González Ruiz, *Voltaire*, 17 juin 2004.

[21] « **Le Millenium Challenge, colonialisme libéral** » par Paul Labarique, *Voltaire*, 19 février 2004.

[22] « **La Guerre des civilisations** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 4 juin 2004.

[23] « **John Negroponte bientôt à Bagdad** » par Arthur Lepic, *Voltaire*, 20 avril 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

La « démocratie » états-unienne, cartes sur table

Analyse

Au-delà du jeu des chaises musicales, les deux courants du parti unique au pouvoir aux États-Unis s'accordent à merveille pour museler ou neutraliser leurs opposants. Quelques îlots d'insoumission parviennent bien à faire entendre leur voix, mais sont relégués à l'arrière-plan dès lors qu'ils s'éloignent trop de la vulgate des décideurs économiques. Le candidat indépendant Ralph Nader, qui ose remettre en cause le mode de financement des partis et la version officielle sur le 11 septembre, en fait les frais actuellement ; son discours allant à contre-courant a uni démocrates et républicains face à lui, et bientôt son budget de campagne réduit terminera de l'éclipser du débat électoral. Dans le *Washington Post*, un Nader inquiet dévoile les méthodes sournoises et anti-constitutionnelles de cette coalition, avant de brandir la menace du recours légal contre Kerry, car il n'a plus le choix.

À l'étranger, l'interdiction de séjour sur le sol états-unien du philosophe et théologien Tariq Ramadan, décidée par le département pour la Sécurité de la patrie de Tom Ridge en raison de la menace terroriste qu'il représente (sic), privera des milliers d'intellectuels d'un autre point de vue alternatif, d'une voix de médiation précieuse. Là encore on ne peut que déplorer l'état de la « démocratie » états-unienne. En effet, comment espèrent-ils convaincre les pays musulmans qu'ils vont les accompagner vers la démocratie alors qu'ils ne laissent pas leurs penseurs les plus brillants s'exprimer chez eux ?

Le *Daily Star* de Beyrouth publie un texte de Jonathan Laurence de la Brookings Institution qui va en ce sens. On comprend bien qu'un institut dont la raison d'être économique dépend de l'image des États-Unis à l'étranger déplore une telle décision, mais on aimerait entendre le même discours au sujet des agressions militaires et ingérences à l'encontre des pays arabes. Dans le même quotidien, l'un de ses rédacteurs en chef, Hicham Chehab, proteste

mollement contre la décision, avant de rappeler qu'il est tout de même du côté des puissants et de la soumission intellectuelle. C'est bien ce que souligne une voix indépendante, celle Diana E. Leck dans le *Boston Globe* : lorsque Condoleezza Rice demande que les musulmans « modérés » soient soutenus, elle entend par là ceux qui relaient la voix de leur maître.

Le *Los Angeles Times*, qui mène en ce moment la charge dans la fausse affaire de l'espion israélien au Pentagone, en réalité destinée à préparer la reprise en main par les États-Unis de la politique israélienne, jongle de son côté avec les deux courants impérialistes. Alors que le fin stratège William Arkin tire sa révérence aux lecteurs en résumant son analyse distillée au fil des articles dans le quotidien phare de la côte Ouest, Max Boot prend soin de justifier à l'avance une nouvelle escalade de la violence en Irak, avec tous les arguments dont il dispose comme de leurs contraires : c'est calculé, affirme-t-il sans rire, pour peser sur l'issue du scrutin présidentiel aux États-Unis en faveur de John Kerry. Mais cela pourrait bien produire l'effet inverse. Max Boot n'est certain que d'une chose : en écrivant cela, il sera du bon côté quoi qu'il arrive.

Réseau Voltaire

Ralph Nader



Figure de la défense des consommateurs aux États-Unis, Ralph Nader est candidat indépendant à l'élection présidentielle états-unienne. Il est le seul candidat qui remet en cause la version officielle des attentats du 11 septembre et les liens entre Israël et les États-Unis. Il est l'auteur de *The Good Fight : Declare Your Independence and Close the Democracy Gap*.

« Les partis de l'injustice »

Source : Washington Post

Référence : « Parties to Injustice », par Ralph Nader, *Washington Post*, 4 septembre 2004.

Cet été, les propagandistes du parti démocrate ont mené une guerre contre ma campagne électorale et la possibilité que je me présente. Ce n'était pas suffisant que les deux grands partis utilisent la loi pour former des barrières contre les petits partis indépendants, une situation unique dans les démocraties occidentales. Aujourd'hui, ils jouent des mauvais tours pour m'empêcher, moi et mon colistier, de participer à l'élection. Ces attaques sont menées par le National Progress Fund, une organisation officiellement indépendante et dont les fonds ne sont pas soumis à un contrôle légal. Elle est dirigée par l'ancien parlementaire démocrate **Toby Moffett**, aujourd'hui partenaire de l'entreprise de lobbying républicaine, le **Livingston Group**. Pour nous défendre, nous devons puiser dans nos coffres de campagne. Pourtant, le National Progress Fund s'est rendu avec 527 associations soi-disant indépendantes à la convention démocrate pour discuter des meilleurs moyens d'éliminer ma candidature. En outre, la présidente du parti démocrate dans le Maine a admis que le parti démocrate finançait des activités pour m'empêcher de me présenter. Les liens des 527 organisations avec le parti démocrate ne les empêchent pas de chercher des financements venant d'entreprises ou de Républicains pour remettre en cause les signatures dans les pétitions et permettant de me présenter. Lundi, une cour de Pennsylvanie nous a refusé le droit de nous

présenter dans cet État. Le cabinet qui nous attaqué était **Reed Smith**, un cabinet qui a donné principalement de l'argent aux Républicains, qui défend 29 des 30 plus grosses banques des États-Unis, 26 des 50 plus grandes entreprises, neuf des dix plus grosses compagnies pharmaceutiques. Un des avocats de cette firme a affirmé au New York Times que huit des dix avocats qui avaient traité le dossier l'avaient fait bénévolement. Le mélange des intérêts entre les deux grands partis et les grandes entreprises démontre que le duo politico-entrepreneurial veut limiter le choix des électeurs et restreindre leurs libertés. J'ai contacté **John Kerry** pour me plaindre de ces méthodes et il m'a promis de les dénoncer, mais sept semaines plus tard il n'a toujours rien dit. J'ai également contacté **Terry McAuliffe**, le président du parti démocrate, mais lui assume son soutien à ces attaques et il m'a demandé de ne me présenter que dans les 31 États où le vainqueur est déjà connu.

Le parti démocrate n'utilise pas que des astuces légales, il menace mes collecteurs de signatures de prison au cas où il y aurait la moindre erreur dans la liste des signataires et appellent parfois les signataires pour leur demander de témoigner que leur signature a été obtenue par tromperie. Les lois électorales sont si complexes qu'elles excluent les petits partis qui font face à des cabinets d'avocats. Par exemple, un cabinet a fait annuler 1349 signatures que j'avais recueillies parce qu'il y avait une faute d'orthographe dans le nom du comté où habitait l'un des collecteurs de signatures, ou parce qu'un autre avait déménagé entre le moment de la collecte et celui du dépôt des signatures. En Virginie, on nous a refusé la possibilité de déposer les listes en affirmant qu'il était trop tard alors que nous sommes arrivés 25 minutes avant le terme ; il a fallu une décision de justice pour que nous ayons nos pétitions acceptées. Pour excuser ces actions, les démocrates affirment que nous recevons le soutien des républicains. Pourtant, ce parti a parfois participé à la campagne contre nous, et dans les trois ou quatre États où ils ont collecté les signatures pour nous, nous les avons refusées même si nous voulons convaincre ceux qui ont voté pour Bush en 2000 de voter pour nous.

Je préviens Kerry, s'il n'arrête pas ses manœuvres, il devra faire face à un mini-Watergate.

Jonathan Laurence



Jonathan Laurence est chercheur au Center on the US and Europe de la Brookings Institution.

« L'interdiction d'entrée aux États-Unis de Ramadan est mal conçue »

Source : Daily Star

Référence : « Ramadan's US ban is ill-conceived », par Jonathan Laurence, *Daily Star*, 6 septembre 2004.

Il y a deux semaines, le **département de la Sécurité de la Patrie** a annulé le visa que le **département d'État** avait accordé à **Tariq Ramadan** en suggérant qu'il pourrait être une menace pour les États-Unis. Cette mauvaise décision envoie un mauvais message aux arabes en Europe et dans le monde musulman concernant l'engagement américain en faveur des principes démocratiques et des échanges d'idées.

Ramadan est l'une des voix musulmanes les plus connues en Europe et son discours est favorable à l'intégration des jeunes musulmans européens. Le refus de visa à ramadan envoie un mauvais signal aux étudiants musulmans, qui ne se sentent plus les bienvenus aux États-Unis. Il est idiot de la part de **Tom Ridge** d'affirmer que Ramadan est une menace terroriste, alors qu'il a participé en Allemagne à une conférence avec l'ambassadeur états-unien, que **Nicolas Sarkozy**, un grand ami d'Israël, a débattu avec lui à la télévision et que **Romano Prodi** l'a nommé consultant de la Commission européenne sur l'islam. On peut ne pas être d'accord avec Ramadan mais il n'est pas un terroriste. La justice française, **agressive sur ces questions**, n'a jamais pu prouver ses liens avec des terroristes. Il a condamné le terrorisme, même s'il affirme que celui des Palestiniens s'explique par le contexte. Il a également affirmé que les musulmans devaient reconnaître que les terroristes du 11 septembre étaient musulmans. Il critique la politique israélienne mais reconnaît son existence. En lui interdisant l'accès aux États-Unis, le **département de la Sécurité de la Patrie** alimente la propagande anti-états-unienne.

Hicham Chehab



Hicham Chehab est le rédacteur de la section information du *Daily Star* et professeur à l'université américaine de Beyrouth.

« Pour l'Occident, Tariq Ramadan n'est pas vraiment un "Martin Luther musulman" »

Source : Daily Star

Référence : « To the West, Tariq Ramadan is hardly a 'Muslim Luther' », par Hicham Chehab, *Daily Star*, 6 septembre 2004.

Bien que **Tariq Ramadan** soit présenté comme le " Martin Luther musulman ", le professeur de l'université de Fribourg reste controversé en Occident et cela a été une fois de plus démontré par le refus du **département de la Sécurité de la Patrie** de le laisser entrer sur le département états-unien, alors qu'il allait enseigner à l'université Notre Dame.

En avril, Time a présenté Ramadan comme un des 100 plus grands penseurs au monde pour ses travaux sur l'Islam en Occident et sur la réconciliation entre musulman et chrétiens. C'est aussi le petit fil du fondateur des Frères musulmans et son père, activiste musulman, a dû quitter l'Égypte en 1958. Le **département de la Sécurité de la Patrie** n'a pas été très clair sur les raisons du refus de son visa mais **Daniel Pipes**, cité dans un article du *New York Times*, a été plus explicite et a affirmé que les services de **Tom Ridge** soupçonnaient Ramadan d'accointances avec des terroristes. On pourrait se demander comment Ramadan pourrait être un expert dans son domaine s'il n'avait jamais rencontré d'islamistes.

Toutefois, il faut admettre que Ramadan n'a jamais condamné les terroristes palestiniens et a nié qu'il y avait des preuves de l'implication d'Al Qaïda dans les attentats du 11 septembre. Pour beaucoup en Occident, Ramadan ne délivre pas le message dont les Arabes ont besoin et il ne soutient pas une vision de l'islam plus pacifique et pluraliste.

Diana L. Eck



Diana L. Eck est professeur de religion comparée et directrice du Projet sur le pluralisme de l'université d'Harvard.

« Pourquoi exclure une voix musulmane ? »

Source : The Boston Globe

Référence : « Why exclude a Muslim voice ? », par Diana L. Eck, *Boston Globe*, 6 septembre 2004.

Il y a deux semaines, j'ai entendu **Condoleezza Rice** affirmer qu'il fallait soutenir au maximum les voix de la modération et de la tolérance dans le monde musulman. Pourtant, une personne répondant à cette définition a été interdite de séjour sur notre territoire : **Tariq Ramadan**. Le **département de la Sécurité de la Patrie** a refusé de fournir une explication mais a suggéré qu'il était possible d'interdire l'entrée sur le territoire à ceux qui soutiennent le terrorisme. Tariq Ramadan devait parler cette semaine devant l'Islamic Society à North America et les 30 000 personnes qui l'attendaient méritent plus d'informations sur les raisons qui les ont privé de son discours. Celles retransmises par **Daniel Pipes** ne sont pas concluantes.

Ramadan a des positions à l'opposé de celles du terrorisme, c'est une voix progressiste. Oui, il est le petit fils du fondateur des Frères musulmans mais il a souvent marqué sa différence vis-à-vis de l'idéologie de son grand père, fruit de la lutte anti-coloniale en Égypte. Ramadan a critiqué ses collègues intellectuels français pour ne pas avoir dénoncé la politique d'**Ariel Sharon** et comme beaucoup sont juifs, il a été taxé d'antisémitisme alors qu'il a dénoncé l'antisémitisme. Ramadan demande aux Musulmans de se réclamer des valeurs universelles de l'islam et il appelle au dialogue avec les non-musulmans. Interdire à Ramadan l'entrée aux États-Unis donne le mauvais signal, celui de la paranoïa.

William M. Arkin

Ancien membre des services de renseignement de l'armée états-unienne ayant été trois ans en poste à Berlin Ouest durant la Guerre froide, William M. Arkin est analyste en questions militaires, rédacteur du site *The U.S. Military Online*. Il est chroniqueur du *Los Angeles Times*.

« Cinq grandes gaffes américaines dans la guerre au terrorisme »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Five Big American Blunders in Terror War », par William M. Arkin, *Los Angeles Times*, 5 septembre 2004.

Il y a trois ans, peu après le 11 septembre 2001, j'ai commencé à rédiger dans les pages Opinion du *Los Angeles Times* une série de textes sur les questions militaires et de défense. Aujourd'hui, c'est mon dernier texte et j'aimerais émettre cinq remarques concernant les échecs des États-Unis et ce que nous avons appris durant cette période :

- ▶ Il faut éviter de faire trop confiance aux forces spéciales pour régler tous les conflits comme l'ont fait **George W. Bush** et **Donald Rumsfeld**. Ces forces manquent d'éthique et elles ne sont pas les plus appropriées pour traquer des individus, comme le démontrent les fuites de Ben Laden et du Mollah Omar.
- ▶ Ce qu'on croit savoir est parfois plus dangereux que ce qu'on ne sait pas et il faut que le pouvoir politique et les militaires l'admettent. Deux semaines avant l'attaque de l'Irak, je mettais en garde contre l'absence de preuves d'existence d'armes de destruction massive en Irak.
- ▶ Il faut être sceptique face aux informations provenant de " l'intérieur " du gouvernement. Rumsfeld y avait fait taire toutes les voix discordantes avant la guerre.
- ▶ Il ne faut jamais changer une politique à long terme dans la précipitation. C'est pourtant ce qu'a fait l'administration Bush en redéfinissant la stratégie nucléaire après le 11 septembre.
- ▶ Il ne faut pas projeter notre psychologie sur celle de l'adversaire. le problème en Irak, c'est que les États-Unis continuent de combattre les Irakiens comme s'ils avaient affaire à une armée cherchant une confrontation frontale. Ce qui est vrai militairement l'est aussi politiquement et appliquer nos comportements et nos valeurs pour comprendre les décisions de nos ennemis est une erreur. Malheureusement, **John Kerry** ne semble pas devoir faire mieux.

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

« La "surprise d'octobre" des terroristes »

Source : Los Angeles Times

, The Age

Référence : « The terrorists' October surprise », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 2 septembre 2004.

« The terrorists' October surprise », *The Age*, 4 septembre 2004.

Les yeux du monde entier sont tournés vers la convention républicaine de New York. Pourtant, avec la politique étrangère comme enjeu principal de l'élection pour la première fois depuis 1972, l'issu du scrutin aura moins à voir avec le discours de **George W. Bush** à New York qu'avec la situation à Bagdad et Kaboul. Bush se présente comme l'homme qui a libéré l'Afghanistan et l'Irak, mais bien que ces deux pays s'avancent vers la démocratie, nous faisons encore face à des insurrections vicieuses.

D'un point de vue états-unien, on peut constater que plus les rébellions ont de succès, plus **John Kerry** a de chances de gagner. Voilà pourquoi il est probable que les guérillas mènent une offensive avant les élections : pour faire perdre **George W. Bush**. Elles ne trouvent pas Kerry plus sympathique mais elles ont une occasion de remporter une victoire en faisant chuter un président et elles doivent penser que Kerry sera moins résolu que Bush à combattre le terrorisme, puisqu'il a promis de retirer les troupes états-uniennes d'Irak au cours de son premier mandat.




En 1900 aux Philippines, puis en 1968 au Vietnam, des insurgés ont mené des

offensives pour faire perdre un candidat. En mars dernier, les terroristes ont fait perdre le parti populaire en Espagne en commettant un attentat qui a bénéficié aux socialistes qui avaient promis le retrait des troupes d'Irak. Il est douteux cependant qu'un attentat sur le sol des États-Unis provoque une réaction à l'espagnole ; l'apaisement ne fait pas partie de l'ADN états-unien. La réaction de l'électorat serait sans doute plus proche de celle des Israéliens : voter pour le candidat le plus belliqueux. Mais que se passerait-il si une attaque avait lieu en Irak ou en Afghanistan ?

Durant l'année qui vient de s'écouler, le destin politique de Bush s'est lié à celui du terrain. Il a été au plus haut au moment de la capture de Saddam Hussein et au plus bas au moment de l'annonce des sévices à Abu Ghraib. Par conséquent, Bush a laissé Faloudja devenir une enclave de type talibane et a évité le combat avec Sadr, renforçant son prestige, afin d'éviter des violences préélectorales qui auraient détourné les électeurs de lui. Les jihadistes regardent CNN et connaissent la vie politique états-unienne, aussi peut-on s'attendre à une offensive d'octobre.

ABONNEZ-VOUS À **VOLTAIRE**

LE MAGAZINE QUOTIDIEN D'ANALYSES INTERNATIONALES DU RÉSEAU VOLTAIRE

-  Recevez quotidiennement dans votre boîte email l'édition du jour, au format prêt à imprimer PDF.
-  Téléchargez librement tous les numéros de *Voltaire* qui vous manquent.
-  Accédez sur www.reseauvoltaire.net à la totalité des articles et au forum des abonnés.

Recevez *Voltaire* chaque jour pour seulement
20€ par trimestre ou 72€ par an

Paiement sécurisé par carte ou par chèque :
www.reseauvoltaire.net/abonnement.php